



Entretien avec Jean-Christophe Fromantin, Maire de Neuilly, député UDI des Hauts-de-Seine

“La compétitivité par les territoires”

L'élu, qui travaille depuis de nombreuses années sur ce sujet, nous explique comment la quête de compétitivité passe aussi par une réorganisation territoriale. Il publiera dans quelques semaines sa carte de France.

Comment réagissez-vous au découpage du projet de loi sur l'acte III de la décentralisation ?

Il ne me satisfait pas. Pour moi le sujet des territoires forme un tout. Dans ce projet de loi, on aborde les choses séparément. Je regrette qu'il n'y ait pas d'interactions nouvelles au sein de la gouvernance territoriale. Il faut une véritable cohérence. Là on est dans le brouillard. Aujourd'hui, on cherche des « mesurées » tous azimuts mais les compétences sont mal fléchées et les échelles sont mal définies car elle date de 1790. Cela fait bien longtemps que nous sommes arrivés au bout d'un modèle qui ne correspond plus aux flux économiques d'aujourd'hui.

Ce modèle, fatigué et usé, en devient contre-productif : il perd son efficacité dans les politiques publiques et génère de la dépense publique dans des proportions qui ne sont pas acceptables.

C'est un constat largement partagé par la classe politique...

Oui et il y a là matière à ouvrir le débat sur un nouveau modèle. Seule une approche globale permettra de redéfinir les échelles, la gouvernance, et le système de pouvoir de décision.

Reste que c'est un sujet difficile car on touche à des structures et surtout à des intérêts, des héritages, des positions établies, des légitimités politiques qu'il n'est pas évident de remettre en cause. Si on s'accorde sur le constat, on ne l'est pas toujours sur les solutions.

Que proposez-vous ?

Je suis parti d'un projet. Comme je vous le disais, il est inutile de simplifier, rationaliser, décentraliser si l'on ne sait pas pourquoi. Mon constat est le suivant : notre modèle nous coûte trop cher. A titre d'exemple, l'Allemagne en est à 210 milliards de dépenses publiques en moins alors que sa population est supérieure à la nôtre. Comme ce sont les entreprises et les ménages qui financent toutes ces dépenses, cela nuit considérablement à la compétitivité et au pouvoir d'achat. Mon projet consiste à reconstruire une perspective compétitive. Il s'agit

de travailler sur deux leviers : la baisse des coûts et la mise en valeur des avantages comparatifs de nos territoires afin de leur redonner une véritable perspective dans la mondialisation.

Comment développer ces avantages comparatifs ?

La France a souvent voulu compléter la chaîne de valeur dans la production de ses biens. C'est ce que l'on appelle le made in France. Mais je crois que l'enjeu se situe davantage dans le made in monde, c'est-à-dire dans la fragmentation des processus de production qui me

“Mon projet consiste à reconstruire une perspective compétitive à l'aide de nos territoires”



© J.-P. Baron

“Il n’y a pas un secteur économique qui ne puise sa source et son inspiration dans les territoires”

semble plus en phase avec la réalité de la mondialisation. La France et ses territoires ont plus à gagner à se spécialiser dans un des processus de la chaîne de valeur, qu’il soit intermédiaire, de départ ou final.

Cela nécessite-t-il vraiment de réorganiser les territoires ?

Oui car il nous faut trouver une nouvelle échelle de territoire plus adapté au développement économique. Cela permettrait de mieux synchroniser nos politiques publiques, que ce soit en matière économique, sociale, d’aménagement du territoire, d’innovation et de formation. Si on ne fait pas cet effort de coupler ces politiques avec un territoire, on prend le risque de se disperser.

Mais les territoires sont inégaux. Certains ne seront-ils pas laissés pour compte ?

Pas si les territoires sont correctement conçus. Il s’agit d’articuler dans chacun d’eux des zones à faibles densités où s’ancrent le système productif – agroalimentaire, industries, pharmaceutiques, artisanat – et les zones à haute densité qui génèrent une forte valeur ajoutée, en gros dans les métropoles. Tout l’enjeu est de réconcilier ces deux mondes et d’insuffler une dynamique entre ces territoires complémentaires. C’est le meilleur moyen de repositionner la France dans la mondialisation.

Comment optimiser la communication entre les territoires français et le reste du monde ?

A mes yeux, la priorité c’est de positionner chaque territoire de manière à ce qu’il soit des-

servi par un grand port maritime. Quand on sait que la majorité du trafic mondial se fait par containers, il est impensable que des ports soient encore déconnectés de leur *binterland*.

Il faut aussi travailler sur les transports et modes de communication afin de mieux connecter ces territoires au reste du monde. Ce sont des projets lourds, qui s’étale sur 5-10 ans.

Mais les territoires ne sont-ils pas plutôt dépassés à l’heure de la mondialisation ?

Je ne crois pas, au contraire, ils sont la réponse. Si on vide nos territoires de leurs substances productives, on n’aura plus rien à mettre en avant. C’est dans nos territoires que l’on trouve nos avantages comparatifs – industrie, agroalimentaire, pharmaceutique. Il n’y a pas un secteur économique qui ne puise sa source et son inspiration dans les territoires.

En France, on perdra forcément sur une économie dite « standardisante ». Nous nous ferons toujours, au mieux rattraper, au pire dépassé par les pays émergents.

N o t r e
v é r i t a b l e
i n n o v a -
t i o n , n o t r e

différenciation, doit se faire par les territoires.

Comment vous y êtes-vous pris pour réaliser cette carte ?

Aujourd’hui l’un des problèmes majeurs auquel notre économie est confrontée est le financement de ses entreprises. Nous avons énormément de mal à les financer dans la mesure où les taux de rendements des obligations souveraines sont bien plus intéressants que ceux des entreprises, ce qui se traduit par un effet de recentralisation des placements. La question était de savoir à partir de quelles échelles on pouvait recréer une ingénierie financière, avec des bourses régionales, un système de captation de l’épargne de proximité pour le réinjecter dans l’économie. Lorsqu’on superpose différents calques qui prennent chacun en compte l’aménagement du territoire, l’innovation, la formation ou encore le financement, on voit se dessiner une nouvelle carte de France.

Cette carte aurait donc également une vocation administrative et électorale ?

Oui. Inutile de vous dire qu’elle se télescope complètement avec l’administration actuelle. Mais c’est nécessaire. Cette carte correspond à l’évolution de la mondialisation. Elle est l’aboutissement de trois ans de travail. J’ai conscience que changer de modèle est extrêmement difficile et c’est pourquoi je travaille seul à ce projet. Si l’UDI souhaite le reprendre, tant mieux, mais je ne pense pas qu’un parti est cette audace. Il faut avoir une grande liberté pour porter un tel projet, ne rien devoir à personne. Ce qui est mon cas.

D’où vous vient cette sensibilité pour les territoires ?

Cela s’explique par mon itinéraire. Pendant de nombreuses années, j’ai déménagé de ville en ville tous les trois ans. Et puis, lorsque j’ai créé ma propre entreprise, j’ai organisé, pendant quinze ans, plus de 10 000 missions exports pour des PME ancrées dans les territoires. Ce fut une leçon incroyable. Depuis cette époque, je porte la conviction que toute entreprise peut trouver son créneau dans la mondialisation. ■

Propos recueillis par Joseph d’Arrast

